



Le 19 juin 2013

PROJET DE CESSIION DE LA THROMBOSE GSK .

COMMUNIQUE DE LA COORDINATION CGT GSK ET DE LA FNIC-CGT

L'information selon laquelle GSK projette de vendre ses activités thrombose à la société Aspen est tombée mardi 18 juin dans la journée **(1)**. Il est vrai que les esprits avaient été préparés à cette annonce. Une « information » (démentie par la direction) parue dans la presse en début d'année et faisant état d'une possible fermeture du site de production thrombose de Notre-Dame-De-Bondeville situé près de Rouen (environ 700 salariés) avait alors jeté le trouble parmi les salariés du site.

Rappelons qu'en 2004 les salariés ont déjà subis un premier choc suite à la fusion Sanofi/Aventis et à la vente de leur site à GSK et que la vulgate de la direction n'a eu ensuite de cesse de leur rappeler que les anti thrombotiques étaient l'avenir.

L'annonce faite le 18 juin, dans un premier temps aux représentants du personnel, indique que 1000 salariés sont concernés au niveau Europe dont 800 en France.

En France le site de Notre-Dame-de-Bondeville (700 salariés) serait cédé à Aspen ainsi que les 50 salariés constituant la Force de Vente Thromboses et attachés au siège social de Marly (78), selon la procédure de l'Article L1224-1 du code du Travail sur les transferts des Contrats de travail en cas d'acquisition. A ces transferts, il faudra aussi ajouter les salariés qui travaillent pour la thrombose dans les services partagés entre Évreux et NDB.

La direction prévoit que le transfert des activités commerciales (Visiteurs médicaux) s'effectue le 31 décembre 2013. Les 700 salariés de Notre-Dame-de-Bondeville rejoindraient Aspen au cours du 2^{ème} trimestre 2014.

Dans un contexte où les prévisions pour 2015 pointent une chute des volumes d'Arixtra consécutive à l'expiration de son brevet en Europe, et, de manière générale, où le domaine de la thrombose n'a pas vraiment le vent en poupe, la CGT s'interroge sur la finalité réelle de cette opération.

En tout état de cause, la CGT sera réactive si les conditions de reprise de l'ensemble des salariés (Promotion, Industriel et support) n'assuraient pas leurs contrats de travail sur le long terme. Nous demanderons aux Directions de GSK et d'Aspen de sérieuses garanties de ce point de vue et aussi sur le maintien de l'outil industriel.

(1) GSK est en terrain connu puisqu'il est actionnaire à hauteur de 18% de la société Aspen